



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

22 mai 2025

N° 327

Prix: 25 gourdes

EDITORIAL

C'EST AUX BOURGEOIS ET À LEURS VALETS AU POUVOIR DE PAYER LA FACTURE DU CHAOS !



Dans l'enfer quotidien que vivent les classes populaires, un constat s'impose : les vrais responsables de cette catastrophe sociale, ce sont, bien sûr, les riches et leurs valets politiques. Ces parasites, tapis derrière leurs entreprises, leurs villas sécurisées ou leurs fauteuils gouvernementaux, orchestrent sciemment le chaos. C'est à eux d'en payer les frais et non à la population, principale victime de la barbarie des gangs !

Ce sont les classes possédantes qui, directement ou à travers leurs valets politiques, financent et arment les gangs. Ce sont elles qui les utilisent pour protéger leurs convois, sécuriser leurs entreprises et leurs villas dans les quartiers résidentiels. Les bandes criminelles sont devenues leur police privée, pour garantir l'ordre mafieux dans une société qu'ils veulent totalement soumise. Ce sont bien les riches qui pourvoient ces bandits en armes et munitions pour soutenir des candidats aux élections à tous les postes-clé. Une fois élus, ce sont encore ces politiciens qui détournent les fonds publics pour continuer à financer les gangs.

Les rançons imposées par les gangs aux hommes d'affaires sont directement répercutées sur les prix des biens et des services. Les ouvriers, les petits commerçants, les chauffeurs, les familles déplacées, les habitants des quartiers populaires... tous en subissent les conséquences désastreuses.

Pendant que le peuple meurt à petit feu dans les camps et les quartiers sous l'emprise des gangs, les bourgeois et leurs valets politiques continuent leur train de vie doré : vols charters, gardes armés, villas et hôtels cinq étoiles à Pétiou-Ville ou Miami.

Il est temps d'exiger des comptes. Il faut que la population exige des riches et des

politiciens au pouvoir de rembourser la facture du chaos qu'ils ont sciemment créé. Il faut obliger l'État à prendre de l'argent aux classes possédantes pour soulager la population en détresse et utiliser les fonds publics à cette fin, et non à enrichir les 9 membres du CPT et les autres gros bonnets de l'État. Cet argent devra permettre :

- Aux les travailleurs : de bénéficier d'un ajustement immédiat du salaire minimum indexé sur le coût de la vie, de la prise en charge des frais de transport, d'un repas gratuit par jour dans les usines, et de la création d'une caisse de soutien pour les ouvriers mis au chômage par les fermetures d'entreprises.

- Aux les déplacés : d'accéder aux soins de santé à proximité des camps, à un service d'assainissement adéquat, à l'eau potable, à des sanitaires fonctionnels et à des repas quotidiens.

- À l'ensemble de la population : de faire baisser les prix des produits de première nécessité et des produits pétroliers, de pallier les fermetures d'hôpitaux en établissant des hôpitaux de campagne, comme cela a été fait pour les forces étrangères.

Ce sont les riches, les capitalistes de ce pays et leurs laquais au gouvernement, qui doivent être sommés de contribuer massivement à cet effort. Ce sont eux les complices de ce chaos, ce sont eux qui doivent en payer la note. ■

SOMMAIRE

Editorial

- ⇒ Page 1
 - C'est aux bourgeois et à leurs valets au pouvoir de payer la facture du chaos !

Leur Société

- ⇒ Page 2
 - Croisades contre les masses populaires d'Haïti
 - L'enfer des déplacés
 - Les intempéries mettent à nu l'état d'abandon du pays
 - Des gangs aux terroristes
- ⇒ Page 3
 - Des petits truands des quartiers déshérités aux assassins
 - Les membres du gouvernement chahutés au Cap-Haïtien
 - Une justice pourrie à la solde des plus offrants

Dans les entreprises

- ⇒ Page 3
 - À cor et à cris, les ouvriers réclament un ajustement de salaire
- ⇒ Page 4
 - Pwopozisyon CSS sou ajisman salé : klas travayè paka tann ankò

Dans l'international

- ⇒ Page 4
 - Luis Abinader : le capitalisme et quelques uns de ses dérives

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

CROISADES CONTRE LES MASSES POPULAIRES D'HAÏTI

À l'origine de l'une des belles pages de l'histoire humaine de la fin du 18e et pour la promotion des droits universels de l'homme, les masses populaires haïtiennes, comme des pestiférées, sont aujourd'hui chassées, non seulement dans de nombreux pays étrangers où les classes dominantes dressent leur population contre elles, mais également dans leur propre pays.

À l'intérieur du pays, ce sont des trafiquants de drogue, des assassins, des kidnappeurs qui s'en prennent à elles sous prétexte d'une soi-disant révolution. Les raids des malfrats dans les quartiers populaires entraînent aujourd'hui près de deux millions de déplacés internes, selon les chiffres de quelques organisations non gouvernementales. Dans le département de l'Ouest, dans l'Artibonite et plus récemment au niveau du département du Centre, les gens sont systématiquement chassés par la violence des bandes criminelles qui emportent tout ce qu'elles trouvent puis incendient les maisons.

Si la plus grande partie des victimes ont trouvé refuge dans certains bâtiments publics, sur des terrains vides aménagés à la sauvette ou sur le trottoir dans la rue, nombreux sont aussi ceux qui, devant

l'irresponsabilité voire la complicité des autorités, tentent la chance de se rendre à l'extérieur du pays. Malheureusement dans ces pays, les plus hautes autorités prennent la tête des hostilités contre l'arrivée des migrants en quête de protection. À Saint-Domingue, le président Luis Abinader a ordonné de déporter en moyenne 10000 migrants haïtiens. Comme font les gangs en Haïti, les autorités détruisent leurs logis pour les inciter à retourner en Haïti. Aux USA, le président Donald Trump promet de déporter les 530000 Haïtiens arrivés aux USA à la faveur d'un programme de la précédente administration auxquels il ajoute plusieurs centaines de milliers d'autres familles qui vivent là depuis des lustres.

Tentant de fuir l'hostilité de Trump, plusieurs centaines de réfugiés haïtiens sont repoussés aux frontières américano-canadiennes, les autorités canadiennes

affirment qu'elles ne peuvent pas « supporter toute la misère du monde ». Depuis la période de COVID, les liens d'Haïti avec les Antilles françaises sont réduits à peau de chagrin, malgré la présence d'une importante communauté haïtienne en Guadeloupe et en Martinique. Des Haïtiens réfugiés en Turquie connaissent le même sort. Ostracisés, stigmatisés, ils ont fait appel à l'ONU pour les aider à revenir chez eux.

Mais il serait faux de croire que tous les Haïtiens sont traités à la même enseigne. Les classes riches qui partagent avec leurs homologues étrangers la plus-value tirée de l'exploitation des travailleurs haïtiens, et qui offrent en cadeau les ressources naturelles d'Haïti, sont traitées d'une autre manière. Cette situation prendra fin le jour où les classes laborieuses du monde entier chasseront les oppresseurs à l'échelle de la planète. ■

L'ENFER DES DÉPLACÉS

Si les camps de déplacés permettent aux gens d'échapper à la mort au moment des attaques des bandits, ils ne sont pas toutefois au bout de leur peine. Le premier sentiment d'avoir frôlé le pire une fois passé, place à la dure réalité de ces camps que certains qualifient de zones de non droit livrées aux arnaqueurs, aux malfrats de tout acabit.

Comme pour beaucoup de ces déplacés, David, jeune homme de 26 ans accompagné de sa grand-mère s'attendait à passer seulement un jour ou deux dans cette petite pièce d'une école communale transformée en maison d'accueil, le temps que la situation se calme. Mais plus de 10 mois après, il continue de traîner sa misère dans cet abri. C'est la jungle, renchérit-il. Pour résister et même pour avoir droit à ce petit espace pour dormir, on doit mettre ses griffes dehors, car ceux qui s'improvisent chefs peuvent à tout moment le prendre et le vendre à prix fort à quelqu'un d'autre.

La promiscuité est totale. Les cafards, les moustiques, les punaises, autant de parasites qui nous empêchent de dormir. La chaleur est suffocante. Les bruits des

radios, des téléphones créent une cacophonie assourdissante.

Notre vie relève du défi chaque jour, poursuit-il. Les principaux problèmes restent l'assainissement, la faim, la violence et la maladie. C'est une guerre pour satisfaire n'importe quel besoin. Trouver de l'eau à boire ou pour se laver, trouver une place par satisfaire un besoin naturel dans les installations sanitaires mises en place par des ONG, avoir un plat lors de la distribution alimentaire pendant le jour.

Souvent ceux qui bénéficient des maigres services offerts par des ONG ne sont même pas dans les camps. De petits caïds s'arrangent pour tout gérer. Ils imposent leurs lois comme les bandits le font. Des cas de viols, d'agressions sont monnaie courante.

Là où je vivais dans mon quartier, la situation n'était aussi pas terrible. Mais ici, l'homme se déshumanise et se rapproche du monde animal. Mon grand rêve est de partir d'ici mais je n'ai pas encore la possibilité de le faire. Je garde espoir toutefois, ajouta-t-il, l'air pensif.

Le nombre des déplacés dus à la violence des gangs augmente chaque jour d'avantage. Au mois de janvier 2025, l'Organisation Internationale pour la Migration, OIM, avait chiffré leur nombre à 1,2 million. À cela il faut ajouter les personnes refoulées de la République dominicaine, en moyenne 10000 par semaine, des USA, des îles de la Caraïbe, de la Turquie etc. Beaucoup d'entre elles avaient laissé le pays depuis fort longtemps et n'y ont plus aucun ancrage. ■

LES INTEMPÉRIES METTENT À NU L'ÉTAT D'ABANDON DU PAYS

Depuis le mois de mai des pluies diluviennes s'abattent sur la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Ces intempéries ont mis plusieurs quartiers dans la détresse : la boue s'amasse le long des rues, les ordures ménagères et divers débris jonchent le sol. Des voies de communication reliant certains quartiers sont devenues impraticables pour les voitures, les motocyclettes et même pour les piétons, tellement la boue est dense et glissante.

Dans des quartiers comme Cité-Soleil, les habitants luttent au quotidien contre l'eau qui s'infiltré dans leurs maisons. Ils doivent l'évacuer manuellement, ne serait-ce que pour dégager un espace où installer un lit.

Il est des quartiers qui se présentent comme des bassins versants pour les eaux qui dévalent le long des pentes de Tabarre, de Pétiion-Ville et autres. Ironie du sort, ces quartiers, les plus vulnérables, sont marqués

par des constructions anarchiques, une urbanisation chaotique, des routes en terre battue, des canaux d'évacuation non curés.

À Bon Repos, par exemple, sur des centaines de mètres, le tronçon de route reliant le quartier de Clercine et Gerald Bataille est entièrement submergé de boue. Dans un marché de la place, les commerçants, qui n'en peuvent plus, installent leurs matériels au milieu de cette boue puante qui pollue toute la zone.

La pire des inquiétudes, c'est le risque que représente la rivière grise. Si celle-ci était en crue, des quartiers dans la commune de Tabarre, et l'ensemble de la commune de Cité-Soleil seraient menacés par une inondation de grande envergure. Cette rivière, laissée sans travaux de curage depuis des lustres, est maintenant remplie de remblais, ce qui est un risque énorme pour les habitants riverains.

Cette situation n'est pas due au hasard,

c'est l'expression manifeste de l'abandon de ces territoires par des autorités de l'État. Ces dernières ne se soucient en rien des lieux qui abritent les ouvriers, les petits marchands et les couches socialement défavorisées de la population.

Malgré les menaces qui planent et les cris d'assistance lancés par plus d'un, les autorités font la sourde oreille. Elles sont dans l'indifférence totale face à la détresse de la population.

À cela s'ajoute un élément plus préoccupant : le contrôle par les gangs. Ils imposent, dans plusieurs de ces quartiers, une dictature féroce, pire que les macoutes. Ils dépouillent la population, lui sucent les os jusqu'à la moelle. Dans certaines zones, ils ont même creusé des tranchées sur les chaussées pour se prémunir d'éventuelles attaques de la police. Ce qui complique la situation des habitants, privés de liberté. ■

DES GANGS AUX TERRORISTES

Le mercredi 2 mai 2025, le gouvernement des USA a qualifié les gangs de Viv-ansam et de Gran-Grif qui opèrent dans les départements de l'Ouest et de l'Artibonite « d'organisations terroristes étrangères et mondiales ». Si les « influenceurs » des réseaux sociaux ont largement épilogué sur ce qui risque de se passer dans les prochains jours, les chefs de

gangs ont relativisé, voire ridiculisé cette qualification. Seul compte pour eux le rapport de forces sur le terrain qui leur est largement favorable pour le moment. D'ailleurs comme pour faire un pied de nez à l'administration américaine, dans la soirée du jeudi 8 mai, ils ont incendié une importante concession de véhicules, AUTOMECA, sur la route de l'aéroport et attaqué un nouveau sous-

commissariat de police à Furcy dans les hauteurs de Pétiion-Ville.

Pour les masses populaires, il est nécessaire de construire leurs propres forces et compter sur elles-mêmes. Car rien de bon ne peut venir de ceux-là dont la politique les a amenées à cette catastrophe. ■

DES PETITS TRUANDS DES QUARTIERS DÉSHÉRITÉS AUX ASSASSINS

La misère, l'exclusion, l'absence de perspective de vie constituent la trame d'intégration des jeunes des quartiers populaires dans les gangs criminels. Mais une fois enrôlés dans cette nouvelle aventure, ils ne sont pas mieux lotis. De petits truands, pickpockets, ils sont transformés par leurs nouveaux gourous en criminels, en « konze » véritables assassins et fossoyeurs des masses exploitées dont ils sont issus.

Les témoignages sont unanimes. Parmi ceux qui vont au front pour les chefs de gangs, on retrouve des jeunes parfois ne dépassant pas 14 ans d'âge. Fusil en bandoulière, ce sont eux qui pillent puis incendient les maisons de leurs propres parents, organisent des massacres dans leur propre quartier ou au voisinage au profit de leurs chefs. Si peu de filles participent à ces combats, elles sont utilisées comme mouchards ou dans les débauches sexuelles organisées presque quotidiennement dans ces quartiers où plaisirs charnels, drogues côtoient les crimes les plus odieux.

Sommés de se soumettre à leur hiérarchie en respectant une discipline de fer, ils n'ont pas accès au butin de la drogue, aux millions issus des grandes manœuvres

de leurs chefs avec les grands patrons. Eux vivent dans la misère, n'hésitant pas pour certains à quémander aux passants pour ne pas mourir de faim. Quand ils sont tués soit par leurs chefs pour manquement aux principes, soit par la Police, ou encore au combat par la population dans les quartiers, il n'y a personne pour revendiquer quoi que ce soit pour eux.

Les critiques des chefs mafieux contre les oligarques est un trompe-œil visant à enrôler ces jeunes dans leurs entreprises criminelles. En détruisant les écoles, les universités, les hôpitaux, en s'en prenant aux plus pauvres, en s'enrichissant en très peu de temps, ils montrent qu'ils ne valent pas mieux que ceux qu'ils critiquent.

Mais si la base criminelle de ces gangs

est constituée pour une grande partie de jeunes des quartiers populaires, il est faux de croire que tous les enfants des travailleurs et djobbeurs sont tous intégrés dans ces actes crapuleux. Dans les territoires perdus comme dans les autres quartiers populaires, les efforts des parents pour éloigner leurs enfants de cette infamie sont souvent passés inaperçus. Les dernières manifestations qui ont eu lieu à Port-au-Prince ont montré que ceux qui résistent à la tentation des chefs de gangs sont majoritaires.

Travailleurs des territoires perdus et d'ailleurs, jeunes, chômeurs, petits marchands, ce sont nos luttes simultanées qui nous permettront d'extirper ces parasites criminels qui nous tuent, violent nos filles, aggravent notre existence, qui nous jettent dans les rues.■

LES MEMBRES DU GOUVERNEMENT CHAHUTÉS AU CAP-HAÏTIEN

Présents dans la deuxième ville du pays pour « la célébration du 222e anniversaire de la création du drapeau haïtien, les membres du gouvernement ont été pris à leur propre jeu. En guise d'une liesse populaire, ils ont eu droit à des invectives, des cris de protestation dont certains demandaient le départ du CPT et du gouvernement.

Fuyant la capitale assiégée par les gangs, les membres du gouvernement ont choisi la deuxième ville du pays. Asphyxiée par la violence des gangs, les masses populaires n'avaient pas le cœur à la fête. Aux bords de l'effondrement, le pays s'attendait à un peu de retenue de la part des responsables. Mais c'était mal connaître ces « grands mangeurs » du gouvernement pour qui le moindre prétexte est bon pour se gaver des caisses publiques.

Pour cette mascarade, pas moins de 400 millions de gourdes des fonds publics ont été débloqués, un scandale ! Toujours vides quand il s'agit de trouver de quoi pour s'occuper des problèmes de la population,

tels que venir en soutien aux travailleurs au chômage, s'occuper des déplacés, curer les canaux etc., les caisses de l'État ont toujours des fonds pour payer des per diem ou acheter des voitures luxueuses.

C'est un des leurs qui a lancé les hostilités contre cette commémoration. Membre du CPT, Laurent Saint-Cyr reproche à ses pairs de céder à une logique de « m'as-tu-vu » alors que le contexte actuel du pays exige « modération ».

Pour la ville du Cap elle-même décrétée depuis de nombreuses années « catastrophe écologique et environnementale », les journalistes n'ont pas eu assez de mots pour décrire ce qu'ils ont vu :

« Mais au-delà des tensions, c'est l'état de délabrement de la ville, perceptible dès ses portes d'entrée, qui a frappé de nombreux visiteurs. Les routes menant aux entrées Est et Sud du Cap-Haïtien sont bordées d'ordures en décomposition, de canaux bouchés, de carcasses de véhicules abandonnés et d'un flot nauséabond d'eaux stagnantes. À Cité Lescot, Haut-du-Cap, ou encore Carrefour Saint-Philomène, l'insalubrité saute aux yeux, contraste saisissant avec la symbolique patriotique du jour. Des enfants jouent au milieu des débris, des vendeurs ambulants se battent pour un espace dans un environnement impropre, tandis que les passants détournent le regard, impuissants ».■

UNE JUSTICE POURRIE À LA SOLDE DES PLUS OFFRANTS

Le directeur de l'Unité de Lutte Contre la Corruption, Hans Ludwig Joseph, a soumis le jeudi 8 mai 2025 au paquet de Port-au-Prince six nouveaux rapports d'enquête finalisés portant sur des faits de corruption.

Des poursuites judiciaires sont requises contre trois anciens hauts fonctionnaires de l'État qui sont épinglés. Il s'agit de Rean Hedouville, l'ancien

Protecteur du citoyen, l'ex directeur de l'Office d'Assurance et Vieillesse, Carl Renan François et l'ex directeur de l'immigration et de l'émigration, Stéphane Vincent. Ils sont accusés de « détournement de biens publics, d'abus de fonction, de passation illégale de marchés publics, de prise illégale d'intérêts, d'entrave au bon fonctionnement de la justice, de concussion, de favoritisme, d'association de malfaiteurs, de faux et usage de faux, de faux

en écriture publique, ainsi que d'usurpation de titre ».

Mais de l'avis même de l'actuel directeur de l'ULCC, ces rapports risquent de finir leur course dans les poubelles comme les nombreux autres déjà produits et transmis à la justice. Sur 94 rapports transmis aux autorités judiciaires, une seule condamnation a été prononcée à ce jour.■

DANS LES ENTREPRISES

À COR ET À CRIS, LES OUVRIERS RÉCLAMENT UN AJUSTEMENT DE SALAIRE

Bientôt trois ans depuis que les salaires des ouvriers sont bloqués. Pendant ce temps, les prix des produits de consommation courante ont doublé, voire triplé, pareil pour ceux du transport en commun et du loyer. Devant la fonte de leur pouvoir d'achat, les ouvriers exigent des autorités un ajustement de salaire rapide qui tient compte de cette inflation.

Depuis 2022, les ouvriers du secteur de la sous-traitance reçoivent un salaire journalier minimum brut de 685 gourdes. Après divers prélèvements sous forme de taxes et d'obligations, ONA, OFATMA, le salaire net revient à 500 gourdes par jour pour 8 heures de travail.

Toujours en 2022, le dollar américain valait 110 gourdes. En valeur nette, les 500 gourdes représentaient 4,54 dollars américains. Aujourd'hui, avec la dévaluation

de la gourde, la somme de 500 gourdes vaut seulement 3,7 dollars. Mais comme les prix ont globalement doublé ou triplé, le pouvoir d'achat des travailleurs a chuté considérablement. Aujourd'hui, un travailleur achète 3 fois moins de biens avec le même salaire de 2022. La valeur réelle des 3,7 dollars de 2022, c'est 1 dollar et quelques poussières en 2025. Pour rattraper la pitance que les travailleurs avaient en 2022, ils doivent avoir aujourd'hui 11,1 dollars pour 8 heures de

travail par jour, soit en valeur nette 1498 gourdes.

Les travailleurs n'ont pas besoin d'avoir de diplôme en économie pour se rendre compte de l'effondrement de leurs revenus. Ils le vivent. Avec les 500 gourdes, on ne peut même pas acheter un plat de riz avec une petite sauce, c'est juste ce qu'il faut pour payer un trajet aller-retour par jour pour aller et revenir du travail.■

PAWÒL TRAVAYÈ

Pwopozisyon CSS sou ajisman salè : klas travayè paka tann ankò

« Konsèy Siperyè Salè » a voye yon pwopozisyon ajisteman salè bay gouvènman an depi kèk jou. Men kolonn politisyen ki nan gouvènman ap pran tan toujou, yo pa prese. Alòske sitirasyon lavi klas travayè a ap degrade. Se pa zafè politisyen rat do kale sa yo kap byen pase nan lajan leta ak nan koripsyon toupatou, yo pa gen okenn sansiblite pou klas travayè a ki toujou kanpe pou fè ekonomi peyi a mache ak fòs travay yo.

Après 3 lane san ajisteman salè, anpil travayè ap poze tèt yo kesyon kisa ki nan pwopozisyon CSS la. Men, dènye eksperyans yo toujou montre se yon ti bouda monnen yo toujou mete sou salè a. E chak fwa se kolè ak manifestasyon klas travayè a ki konn pouse yo bay li. Konsa, kèlkeswa ajisteman gouvènman ansanm ak patwon yo deside bay, desizyon final la toujou nan men travayè yo lap ye.

Se ak batay klas travayè a ap ka rache yon salè otodijou kab pèmet li fè fas kare ak tout pwoblèm li yo, patwon yo pa konn fè kado. kreyòl pale, kreyòl konprann !

Nap raple aprè 3 lane, pri tout pwodui premye nesosite yo, pri kay, kous machin, lajan lekòl elatriye tout ogmante. Gen sa ki double, lòt ki triple, elatriye. Konsa poun ta rejwenn nivo dènye salè a, jounen jodi a, se pa yon ti grapday pou gouvènman an ta met sou li.

Nou pap bliye lajan akonpayman sosyal la nou ta dwe resevwa chak mwa a. Nou dwe batay tou pou prezidan Montana respekte pwomès li te fè pou kreye yon kès pou soutni tout travayè ki pèdi djòb yo.

Li pa nòminal pou nap travay epi pou nap mouri grangou. Aba salè tibèkiloz, aba eksplwatasyon.

OTR-UCI, jedi 15 me 2025

An nou konte sou fòs nou !

DANS L'INTERNATIONAL

LUIS ABINADER : LE CAPITALISME ET QUELQUES UNS DE SES DÉRIVES

Encouragés par le président dominicain Luis Abinader qui ne cesse de souffler sur les braises, des extrémistes de droite de la République dominicaine sont vent debout contre les travailleurs haïtiens. Rapt sauvages des migrants dans les rues mais aussi dans leurs maisons en pleine nuit. Multiplication de manifestations à caractère raciste et xénophobe, mesures discriminatoires dans les services publics, le pire est peut-être à craindre.

C'est un groupuscule de l'extrême droite dominicaine, « Ancien Ordre Dominicain » qui prend la tête de la fronde contre les travailleurs haïtiens. Le dimanche 27 avril dernier, quelques centaines de Dominicains ont manifesté à Saint-Domingue contre l'entrée irrégulière dans leur pays de migrants haïtiens. Cette manifestation, la deuxième du genre, coïncide avec l'entrée en vigueur d'un plan du durcissement de la politique migratoire dominicaine à l'égard des travailleurs haïtiens. À partir du 21 avril 2025, ce plan qui comporte 15 mesures, prévoit entre autre que le personnel des hôpitaux devront exiger une pièce d'identité, une lettre de travail et une preuve de domicile pour fournir leurs services aux Haïtiens, avec un tarif convenu pour chaque prestation.

Flattant les bas instincts du lumpen prolétariat dominicain et d'une partie de la population pauvre confrontée à de nombreuses difficultés de vie, Luis Abinader joue malin en se présentant comme le dernier rempart contre l'invasion de son pays par les Haïtiens qui seraient responsables de tous les maux du pays. Depuis 2021, il a lancé la construction d'un

mur de séparation le long de la frontière de 340 kilomètres pour se protéger de l'immigration illégale. Rien qu'en 2024, son gouvernement a renvoyé 276 000 Haïtiens selon les chiffres officiels. Au premier trimestre 2025, les autorités disent avoir procédé à l'expulsion de 86 406 Haïtiens.

Derrière la façade raciste et xénophobe de la politique du président dominicain Luis Abinader se cache une guerre de classe lancée contre les travailleurs dominicains et haïtiens. Vu le poids des travailleurs haïtiens dans la classe ouvrière, il craint une alliance de classe dans les luttes des travailleurs pour de meilleures conditions de travail et de vie.

Face aux manœuvres de division de la bourgeoisie dominicaine, de l'extrême droite raciste et xénophobe dominicaine, la meilleure réponse que peuvent donner les classes laborieuses dominicaines est la reprise du slogan de Karl Marx « Proletaires de tous les pays, unissez-vous ». Nos principaux ennemis sont en effet dans notre propre pays.

Sur les zones frontalières des deux pays, dans les plantations de canne à sucre, dans les chantiers de construction, ce sont les autorités dominicaines qui rappellent qui est

haïtien ou dominicain. Ne nous laissons pas prendre au virus de la division de Luis Abinader et de ses subalternes

Le bras de fer utilisé contre les travailleurs haïtiens est une sorte d'entraînement contre les travailleurs dominicains, le jour où ces derniers se mettront en lutte contre les riches dominicains. La solidarité des travailleurs dominicains aujourd'hui avec leurs frères de classes haïtiens est la meilleure façon de se préparer pour les prochaines luttes contre l'exploitation de la bourgeoisie dominicaine.■



POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.